

TABLE DES MATIÈRES

TITRE PRÉLIMINAIRE

L'ARRIÈRE-PLAN CONSTITUTIONNEL ET QUASI CONSTITUTIONNEL EN DROIT DU TRAVAIL

Chapitre 1 : Le partage de la compétence législative	3
I- Les principes	3
A. La compétence usuelle des provinces	4
B. La compétence fédérale d'exception	7
1. La compétence directe	7
2. La compétence incidente	12
II- L'application	16
A. La qualification constitutionnelle	16
1. La qualification de la loi	16
2. La qualification de l'entreprise	17
B. Les exigences procédurales	25
C. Le changement de compétence législative	25
Chapitre 2 : Les chartes des droits et libertés	27
I- Les aires d'application	28
A. La <i>Charte canadienne des droits et libertés</i>	28
B. La <i>Charte des droits et libertés de la personne</i>	31
II- Les droits et libertés garantis	31
A. Le droit à l'égalité	32
1. L'interdiction de discrimination	33

a)	La notion de discrimination	33
b)	L'application à la relation d'emploi ou du travail	36
c)	L'analyse judiciaire	48
2.	L'accès à l'égalité	57
B.	Le droit à l'intégrité de la personne	60
C.	Le droit à la dignité, à l'honneur et à la réputation . .	61
D.	Le droit au respect de la vie privée	63
E.	Le droit à des conditions de travail justes et raisonnables	69
F.	La liberté d'association	70
III-	La mise en œuvre et les recours	74
A.	La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	74
B.	Le régime de responsabilité et de redressement	75
1.	La responsabilité	76
2.	Les redressements	80
C.	Les voies de recours	84
1.	Le recours spécialisé de la Charte	85
a)	L'enquête	85
b)	Le Tribunal des droits de la personne	89
2.	Le tribunal de droit commun	93
3.	Les tribunaux administratifs spécialisés	94

TITRE I

LES RAPPORTS INDIVIDUELS DE TRAVAIL

Chapitre 1 :	Le contrat de travail	99
I-	La nature et la formation	100
A.	La nature	100
1.	Les éléments constitutifs caractéristiques	100
a)	Le travail	100

b) La rémunération	101
c) La subordination	102
2. Les caractères contractuels communs	109
B. La formation	111
1. Les parties	111
2. L'accord de volontés	115
II- Les obligations	117
A. Les obligations du salarié	117
1. Les obligations relatives au travail	117
a) L'exécution personnelle	117
b) Le devoir d'obéissance	118
c) La prudence et la diligence	118
d) La loyauté, l'honnêteté, la discrétion et la non-concurrence	121
– Les clauses de non-concurrence	129
2. Les obligations relatives à la rémunération	135
a) La restitution de l'indu	135
b) Le paiement des créanciers	136
c) Le traitement fiscal	140
B. Les obligations de l'employeur	145
1. Les obligations relatives au travail	145
a) La fourniture du travail	145
b) La protection de l'intégrité et de la dignité du salarié	151
c) La responsabilité civile	153
2. Les obligations relatives à la rémunération	154
a) Le paiement	154
b) La garantie de la créance salariale	156

III-	La durée	159
A.	Les types de contrat	160
1.	Le contrat à durée déterminée	160
2.	Le contrat à durée indéterminée	162
B.	La continuité du contrat en cas de cession d'entreprise	165
C.	La terminaison du contrat	170
1.	Les modes communs d'extinction	171
a)	L'entente ou la transaction	171
b)	La force majeure	172
c)	Le décès	173
d)	La résiliation pour motif sérieux	174
2.	L'échéance du contrat à durée déterminée	182
3.	La terminaison du contrat à durée indéterminée	183
4.	Le certificat de travail	189
IV-	Les recours	189
A.	Les recours de l'employeur	191
B.	Les recours du salarié	193
1.	Le licenciement irrégulier	193
2.	La rémunération	199
Chapitre 2 : Les normes du travail		201
I-	Le champ d'application des normes du travail	202
A.	La couverture	202
B.	Les exclusions	205
II-	Le salaire	208
III-	La durée du travail	214
A.	La semaine normale de travail	214
B.	Les repos et les congés	221
1.	Les repos	221

2.	Les congés fériés, chômés et payés	221
3.	Le congé annuel	223
4.	Les congés familiaux et parentaux	227
	a) Les événements familiaux	227
	b) La grossesse et la maternité	229
	c) Le congé parental	233
5.	L'absence pour cause de maladie ou d'accident	235
6.	L'absence par suite d'un acte criminel, d'une disparition ou d'un suicide	237
7.	Les absences des salariés réservistes	238
IV-	L'égalité de traitement et le statut de salarié	239
V-	Le travail des enfants	241
VI-	La protection de l'emploi	242
	A. Les pratiques interdites	242
	B. Le congédiement sans cause juste et suffisante	245
	C. L'avis de cessation d'emploi ou de mise à pied	246
	1. Avis de licenciement individuel	246
	2. Avis de licenciement collectif	249
	D. Le certificat de travail	253
VII-	Le placement de personnel et les travailleurs étrangers temporaires	254
	A. Les agences de placement et les agences de recrutement	254
	B. Les obligations de l'employeur d'un travailleur étranger temporaire	254
VIII-	L'effet des normes	255
IX-	La surveillance et la sanction des normes	259
	A. La surveillance : la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	259
	B. La sanction civile des normes	260
	1. Les réclamations pécuniaires	260

2. Les pratiques interdites	266
3. Le congédiement sans cause juste et suffisante	270
a) Les conditions d'ouverture	270
i) Le service continu	270
ii) Le congédiement.	273
iii) L'absence de recours équivalent	276
b) La procédure	278
c) La décision	279
d) La coexistence d'autres recours	282
C. Le harcèlement psychologique	284
1. Généralités	284
2. Définition et conditions d'application du harcèlement psychologique dans la L.N.T.	285
a) Définition du harcèlement psychologique	285
b) Conditions d'application du harcèlement psychologique	286
c) Analyse des conditions d'application par les tribunaux	289
d) Les obligations de l'employeur	291
3. Les recours en cas de harcèlement psychologique	293
a) Forum compétent	293
i) Les salariés non syndiqués	293
ii) Les salariés syndiqués	296
D. Le recours concernant certaines disparités de traitement	298
E. La sanction pénale des normes	298
Chapitre 3 : La santé et la sécurité du travail	299
I- L'objet et le champ d'application de la L.A.T.M.P.	304
A. L'objet et les conditions d'application	304
B. Les personnes assujetties à la L.A.T.M.P.	306

C.	Les lésions professionnelles	309
D.	Avis et procédure de réclamation	317
E.	Les modalités de réparation	319
F.	L'assistance médicale	321
G.	La procédure d'évaluation médicale	322
H.	La réadaptation	324
I.	Le droit au retour au travail	328
J.	Les recours	329
1.	Responsabilité civile	329
2.	La compétence de la CNESST	331
3.	Le Tribunal administratif du travail – Division de la santé et de la sécurité du travail	334
K.	Les dispositions pénales	337
II-	L'objet et le champ d'application de la L.S.S.T.	340
A.	L'objet	340
B.	Le champ d'application	341
III-	Les droits et obligations du travailleur	342
A.	Les droits	343
1.	Les droits généraux	343
2.	Le droit de refus	343
3.	Le retrait préventif en raison d'un contaminant	349
4.	Le retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite	351
B.	Les obligations	356
IV-	Les droits et obligations de l'employeur	356
V-	Les intervenants	360
A.	La Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	361
B.	Le Tribunal administratif du travail – Division de la santé et de la sécurité du travail	362
C.	Les comités de santé et de sécurité	362

D.	Le représentant à la prévention	363
E.	Le médecin responsable des services de santé d'un établissement	363
F.	Le directeur de santé publique	364
G.	Les inspecteurs	364
VI-	Les recours	366
A.	Les recours civils	366
B.	Les poursuites pénales	367
C.	Les poursuites criminelles	372

TITRE II

LES RAPPORTS COLLECTIFS DE TRAVAIL

Chapitre 1 :	<i>Le Code du travail</i> : champ et autorités d'application	383
I-	Le champ d'application	384
A.	Le cadre général	384
B.	Les exclusions	385
1.	Le personnel de gérance	387
2.	Les administrateurs et les dirigeants d'une personne morale	392
3.	Les fonctions confidentielles dans la fonction publique	393
4.	Les exclusions nommées	394
C.	Le changement de statut	395
II-	Les autorités d'application	396
A.	L'autorité administrative	397
B.	Les autorités juridictionnelles	398
1.	Le Tribunal administratif du travail	398
a)	Le statut du Tribunal administratif du travail	398
b)	Les divisions du T.A.T.	399

c) La composition du T.A.T.	401
i) Le président et les deux vice-présidents .	401
ii) Les membres	403
iii) Les agents de relations du travail.....	404
iv) Les membres du personnel	404
d) Le rôle et la compétence du T.A.T.	405
i) Le <i>Code du travail</i>	405
ii) Les autres lois	408
e) Les pouvoirs du T.A.T.	409
i) Le pouvoir d'enquête	409
ii) Le pouvoir de conciliation	410
iii) Le pouvoir de décision	411
iv) Les pouvoirs d'ordonnance et de réparation.....	413
v) Le pouvoir de révision ou de révocation .	418
vi) Les pouvoirs discrétionnaires	422
f) Le processus décisionnel	423
i) L'introduction de la demande	423
ii) Le traitement de la demande	425
iii) La décision	428
2. Les services essentiels	431
3. Les instances pénales	432
Chapitre 2 :La liberté d'association	435
I- Les droits individuels	437
A. Le contenu	437
1. Le droit d'appartenance et de participation	437
2. Le droit d'abstention	444
B. La sanction	445
1. Les recours pénaux	445
2. Les recours civils	446

a) Les recours généraux	446
b) Le recours spécifique	446
II- Les droits associatifs	465
A. Le contenu	465
1. Le droit d'existence	465
2. Le droit de recrutement	465
3. Le droit d'affiliation	467
4. Le droit d'action collective	468
a) Les chartes	468
b) Le <i>Code du travail</i>	477
5. Le droit à l'autonomie	477
B. La sanction	482
1. Les recours civils	482
2. Les poursuites pénales	483
Chapitre 3 : La procédure d'accréditation	485
I- La requête en accréditation	486
A. L'association requérante	486
B. Les délais de recevabilité	489
1. Le régime général	489
a) Le premier dépôt	489
b) L'inefficacité de l'association accréditée	493
c) L'expiration d'une convention collective	494
d) Le défaut de déposer une convention collective	496
2. Le régime applicable aux secteurs public et parapublic	498
C. Les formalités	500
1. La teneur	500
a) La requête	500
b) La résolution	501

c) Les formules d'adhésion et les autres informations	502
d) La copie à l'employeur et ses obligations . . .	504
2. Le contrôle	504
II- L'unité de négociation	506
A. Les incidences de la description de l'unité de négociation	509
B. La détermination du caractère approprié de l'unité de négociation	510
C. Les modifications à l'unité de négociation	519
1. Les modifications à l'unité demandées par requête	519
2. Les modifications aux unités existantes	521
III- Le caractère représentatif	524
A. Le calcul des effectifs	525
B. Le scrutin secret	532
1. Les situations de recours au vote par scrutin secret	532
a) Par un agent de relations du travail	532
b) Par le Tribunal administratif du travail	533
2. Les modalités du vote	536
3. Les obligations des parties	539
4. La majorité et l'effet du vote	540
IV- Le traitement de la requête	541
A. L'agent de relations du travail	541
B. Le Tribunal administratif du travail	546
1. L'unité de négociation et les personnes visées . . .	546
2. Le caractère représentatif	547
V- La décision	549

Chapitre 4 : La vie de l'accréditation	551
I- Les droits, pouvoirs et obligations de l'association accréditée	552
A. Les droits et pouvoirs	552
1. Le pouvoir de représentation	552
2. Les autres droits	554
B. Les obligations	556
1. L'obligation de représentation	556
a) La source	556
b) La teneur	558
c) L'application	563
i) Les services obligatoires	563
ii) Les services facultatifs	571
iii) La gestion interne du syndicat	573
d) La sanction	573
i) Les cas de renvoi ou de mesure disciplinaire	575
ii) Les autres cas	581
2. Les autres obligations	582
II- Les effets sur les accréditations existantes et la convention collective	582
III- Le rattachement à l'entreprise	583
A. La mesure d'ordre public	584
B. L'application automatique	585
C. Les conditions d'application	588
1. Le changement d'employeur	588
2. La continuité de l'entreprise	589
a) L'entreprise	589
b) La transmission	592
i) L'aliénation	594

ii) La concession	596
D. Les effets	601
1. Les droits collectifs	601
a) Le régime général	601
b) Le régime propre à la concession partielle	603
2. Les droits individuels	608
3. Le règlement des difficultés	610
E. Le changement de compétence législative	613
IV- L'actualisation	614
V- La révocation	622
Chapitre 5 : La négociation collective et l'arbitrage des différends	627
I- La négociation collective	628
A. L'avis de négociation	628
B. L'obligation de négocier	632
1. Le contenu	632
2. La durée	639
3. Les sanctions	640
a) La sanction pénale	640
b) La sanction civile	643
C. Le déroulement de la négociation	645
D. La conciliation	647
E. La suspension de la négociation	649
F. Le maintien des conditions de travail	650
G. Le vote sur les dernières offres de l'employeur	656
H. Les secteurs public et parapublic	660
II- L'arbitrage des différends	660
A. L'arbitrage volontaire	661
B. L'arbitrage obligatoire	663
1. Les policiers et les pompiers	663

2. La première convention collective	665
C. Le contrôle judiciaire	667
Chapitre 6 : Les conflits de négociation : grève, lock-out, piquetage	669
I- La grève	669
A. Le droit de grève	669
B. Les conditions d'exercice	674
1. Le régime général	674
a) Le temps	674
b) Le vote	675
c) L'avis au ministre	676
2. Le régime applicable aux services publics	677
a) Le maintien des services essentiels	678
b) L'avis préalable	681
3. Le régime applicable aux secteurs public et parapublic	682
a) Les commissions scolaires et les collèges	684
b) Les établissements de santé et de services sociaux	685
c) Le gouvernement et les organismes gouvernementaux	687
II- La réalité et les formes de la grève	688
A. La cessation du travail	689
B. La concertation	691
III- Le lock-out	692
IV- Les effets de la grève et du lock-out	696
A. L'arrêt du travail dans l'unité de négociation	696
1. L'utilisation des services des salariés en grève ou en lock-out	697
2. L'utilisation des services d'autres employés de l'employeur	697

3. L'utilisation des services d'un entrepreneur ou des employés d'un autre employeur	699
B. Le maintien du lien d'emploi	704
C. La fin de la grève	707
V- Le piquetage	708
VI- Les sanctions	712
A. La sanction pénale	712
B. La sanction civile	713
1. Le régime général	713
2. Les services publics et les secteurs public et parapublic	715
Chapitre 7 : La convention collective	719
I- Le contenu de la convention collective	719
A. Le contenu explicite	719
B. Le contenu implicite	728
C. Les pratiques et contenus usuels	733
II- Les formalités	737
III- La durée	742
IV- Les effets	748
Chapitre 8 : L'arbitrage des griefs	753
I- La compétence de l'arbitre : étendue et caractère	753
A. L'étendue	754
1. La compétence matérielle	754
2. La compétence personnelle	761
B. Le caractère	763
II- Le statut de l'arbitre	767
III- La nomination de l'arbitre	768
IV- L'accès à l'arbitrage	770
A. Les délais	771
B. La propriété du grief	777

V-	La procédure et la preuve	778
	A. L'audition des parties	778
	B. La preuve	783
VI-	Les règles d'interprétation et d'application	790
VII-	La sentence	795
	A. Les formalités	795
	B. L'objet	799
	1. L'obligation de décider	799
	2. Le pouvoir de redressement	802
	C. L'effet	810
VIII-	Le tribunal de droit commun et la convention collective	812
	A. L'application de la convention collective	812
	B. L'exécution de la sentence arbitrale	815
	C. Le contrôle judiciaire	816
	1. La recevabilité du recours	816
	2. La norme de contrôle	818
	3. L'effet du contrôle	823
	BIBLIOGRAPHIE	825
	TABLE DE LA LÉGISLATION	839
	TABLE JURISPRUDENTIELLE	895
	INDEX ANALYTIQUE	1115